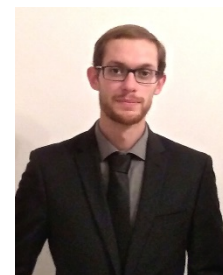


Henri BOUILLON,
maître de conférences en droit public à l'Université de Franche-Comté,
membre du CRJCF (EA 3225)
membre du Collégium « Sciences juridiques, économiques et de gestion »
henri.bouillon@univ-fcomte.fr



THEMATIQUES DE RECHERCHES

- Droit administratif et contentieux administratif
- Institutions administratives et constitutionnelles
- Idées politiques et philosophie du droit

OUVRAGES UNIVERSITAIRES

- *Le droit administratif à l'ère de la gouvernance. Les idées politiques du droit administratif*, éd. Mare & Martin, *À paraître*.
- *Recherche sur la définition du droit public*, préface de Jean-Marie Pontier, Éditions de l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne, coll. Bibliothèque de l'IRJS-André Tunc thèse, t. 98, 2018, 823 pages. Ouvrage issu d'une **thèse de doctorat** dirigée par le professeur Jean-Marie Pontier, à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne. Mention Très honorable avec félicitations du jury.
- *La technique juridique*, essai, éd. L'Harmattan, 2016, 180 pages.

ARTICLES UNIVERSITAIRES

- « L'évolution de la fonction de préfet. Quel nouveau rôle dans l'organisation administrative française ? », Vie-publique.fr, rubrique Parole d'expert, commande d'article de la DILA, *À paraître*.
- « Le Conseil d'État définit l'apport de la loi ELAN en matière de régularisation des autorisations d'urbanisme », *AJCT*, *À paraître*.
- « L'application de la jurisprudence *Czabaj* à la procédure de l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme. Note sous CE, 25 septembre 2020, *SCI La Chaumière*, n° 430945 », *Lexbase hebdo – Edition publique*, n° 600, 8 octobre 2020, 8 pages.
- « La valeur juridique de la provision octroyée par le juge du référé-provision. Note sous CE, 22 juillet 2020, *Société Immobilière Massimi*, n° 426210 », *Lexbase hebdo – Edition publique*, n° 598, 24 septembre 2020, 7 pages.
- « Recherches sur la définition du droit administratif », *Fragments d'univers. Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Marie Pontier*, Maryse Deguegue et Urbain Ngampio (dir.), 2020, PUAM, pp. 99-115.

- « Questions à Henri Bouillon : La régularisation en droit de l'urbanisme », *Lexbase hebdo – Edition publique*, n° 597, 17 septembre 2020.
- « Le REP Retrouve En Performance ou Repose En Paix ? », *Dr. Adm.*, 2020, n° 6, comm. 28, pp. 21-25.
- « Problèmes et perspectives de la responsabilité pénale des membres du Gouvernement », *Cahiers du Cedimes*, 2020, n° 3, pp. 10-23.
- « La contraction des conditions de la responsabilité administrative », *Les cahiers du CRJFC*, n° 1, 2020, pp. 7-21.
- « Le Conseil d'État unifie l'office du juge de l'aide sociale. Observations sous CE sect. 3 juin 2019 », *AJCT*, 2019, n° 11, p. 506.
- « La régularisation en droit de l'urbanisme », *Journal du Droit Administratif*, 2019, Dossier 6, art. 241 (<http://www.journal-du-droit-administratif.fr/?p=2369>).
- « Premier bilan pour les préfectures nouvelle génération », *JCP A*, 2019, n° 15, étude 2101, pp. 19-22.
- « La gestion des agents préfectoraux au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (<https://www.ena.fr/Recherche/Publications/Collection-Les-papiers-de-recherche-de-l-ENA/PR-en-administration-et-gestion-publiques>).
- « Le principe de modularité : l'adaptation de l'organisation des préfectures au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (<https://www.ena.fr/Recherche/Publications/Collection-Les-papiers-de-recherche-de-l-ENA/PR-en-administration-et-gestion-publiques>).
- « L'évolution des compétences des préfectures nouvelle génération au miroir des rapports de stage des élèves de l'ENA (2014-2017) », *Les papiers de recherche de l'ENA*, 2018 (<https://www.ena.fr/Recherche/Publications/Collection-Les-papiers-de-recherche-de-l-ENA/PR-en-administration-et-gestion-publiques>).
- « La régularisation d'un acte administratif après annulation conditionnelle : une technique en gestation », *AJDA*, 2018, n° 3, pp. 142-149.
- « Reprise en régie d'un SPA et compétence du juge pour apprécier l'offre de contrat de droit public faite aux salariés privés », *AJFP*, 2018, n° 2, pp. 121-125.
- « Reprise en régie d'un SPA et refus du salarié de voir son contrat de travail transformé en contrat de droit public », *AJFP*, 2017, n° 4, pp. 199-203.
- « La rémunération des ministres du culte catholiques en Guyane est conforme à la Constitution. Note sous Cons. const., 2 juin 2017, *Collectivité territoriale de Guyane* », *Revue du master DPA de l'Université Paris 2 Panthéon-Assas*, n° 5, 2017, pp. 25-31.
- « Les crèches de Noël et les tables de la loi de 1905. Notes sous CE, ass., 9 nov. 2016, *Commune de Melun et Fédération de libre pensée de Vendée* », *Journal du Droit Administratif*, 2017, chr. 05 ; Art. 189 (<http://www.journal-du-droit-administratif.fr/?p=1653>).
- « La revalorisation de l'imputabilité et de l'imputation en droit de la responsabilité administrative », *Revue juridique de l'ouest*, 2017, n° 1, pp. 7-24.
- « La redéfinition de l'office du juge de l'aide sociale dans le contentieux de la récupération d'indu de RSA. Observations sous CE sect. 16 déc. 2016, *Guionnet* », *AJCT*, 2017, n° 3, pp. 152-153.
- « Pour une subjectivisation de l'annulation partielle des actes administratifs unilatéraux », *AJDA*, 2017, n° 4, pp. 217-225.
- « Propos dubitatifs sur l'application du droit des clauses abusives par le juge administratif. Note sous

CE, 30 déc. 2015, *Société des eaux de Marseille* », *Civitas europa. Revue juridique de l'IRÉNEÉ*, n° 37, 2016, vol. 2, pp. 221-239.

- « Les recommandations de bonne pratique médicale : technique médicale et responsabilité juridique », *Revue de la Recherche Juridique. Droit prospectif*, 2014, n° 4, pp. 1849-1878.

- « Quelles obligations impose la laïcité ? », *La revue administrative*, n° 399, 2014, pp. 315-323.

- « Le contenu et la valeur juridique du principe de laïcité. Notes sous Cons. const., 21 fév. 2013, *Association pour la promotion et l'expansion de la laïcité* », *Les annales de droit*, n° 8, 2014, pp. 9-31 (<https://journals.openedition.org/add/697>).

TRAVAUX ET RECHERCHES EN COURS

- Recherche collective sur *Les grandes lois de la V^e République* (en codirection avec Béatrice Lapérou-Schneider, MCF HDR en droit privé et sciences criminelles, et Renaud Bueb, MCF HDR en histoire du droit).

- Ouvrage : *Sociologie de la technique juridique* (en cours de rédaction).

- Ouvrage : *Les deux laïcités. L'histoire ambiguë des rapports entre religion et politique en France* (en cours de rédaction).

- Depuis 2017, analyste pour l'atelier « Agences », dirigé par les professeurs Jean-Bernard Auby et Thomas Perroud (analyse des décisions de l'Autorité de la concurrence).

ALLOCUTIONS ORALES

- « La réparation de la faute médicale en droit administratif », intervention dans le séminaire sur « La réparation des accidents médicaux en droit français et thaïlandais », Amanda Dubuis (dir.), Belfort, 7 février 2020.

- « Droit public des affaires », intervention dans la conférence d'actualité sur le droit des affaires, Sâmî Hazoug (dir.), Belfort, 27 juin 2019.

- « Le statut des membres du gouvernement », *Le projet de révision constitutionnelle déposé à l'Assemblée nationale le 9 mai 2018*, conférence d'actualité, Laurent Seurot, Christophe Geslot et Xiaowei Sun (dir.), Besançon, 8 février 2019.

- « Les préfetures au regard des rapports de stage des élèves de l'ENA », présentation des rapports de stage des élèves de l'ÉNA devant des membres de la hautes fonctions publiques, du corps préfectoral et des directeurs des études de l'ÉNA, Paris, 22 octobre 2018.

- « Les préfetures nouvelle génération », conférence d'actualité devant les élèves de la CEP' ENA, prépa intégrée de l'École nationale d'administration, Paris, 22 octobre 2018.

- « Du gouvernement à la gouvernance : que reste-t-il de la politique ? », intervention dans le colloque *La gouvernance*, Sylvain Béal, Laurence Gaudard, Christophe Geslot, Grégoire Leray et Evelyne Poincelot (dir.), Besançon, 4 et 5 octobre 2018.

- « Droit public des affaires », intervention dans la conférence d'actualité sur le droit des affaires, Sâmî Hazoug (dir.), Belfort, 31 mai 2018.